

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Commune de MARTILLAC**

République Française

Département de la Gironde

Canton de La Brède

Envoyé en préfecture le 14/12/2021

Reçu en préfecture le 14/12/2021

Affiché le

ID : 033-213302748-20211209-DCM_063_2021-DE

Séance ordinaire du Conseil Municipal

Nombre de Membres		
En Exercice	Présents	Votants
23	19	22
Date de Convocation		2 décembre 2021
Date d’Affichage		2 décembre 2021

Objet : Bilan de la Concertation et Arrêt du projet de Révision allégée du Plan Local d’Urbanisme : « création d’un bassin de rétention quartier de Jean Gilles ».

DCM 063/2021

L’an deux mille vingt et un le neuf décembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s’est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Dominique CLAVERIE, Maire.

Présents : Dominique CLAVERIE, Monique POLSTER, Alain SIDAOU, Cécile MALLET, Daniel CARON, Danielle BERRUYER, Micheline LIBREAU, Micheline ROUZIER-TOUSSAIN, Cécile BART, Sébastien BEAUCOTE (en visio), Renaud BRUNET (en visio), Julie HENNAUT, Gregory HOLTON, Corinne MAZAS, Julien MIALHE, Nadia MILLOT, Richard JAZE, François ROBINEAU, Viviane TRESSOUS.

Absents excusés : Jacques MEILLAN (pouvoir à R.JAZE), Frédéric DELPECH (pouvoir à D.CLAVERIE), Stéphanie DARRIET (pouvoir à V.TRESSOUS jusqu’à son arrivée à 19h45), Jean Pierre GAILLAUD.

Secrétaire de Séance : Monique POLSTER a été nommée secrétaire de séance.

Avant la mise à l’enquête publique du projet de Révision allégée du PLU, Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les conditions dans lesquelles le projet de PLU, établi dans le cadre de sa révision, a été mené, à quelle étape de la procédure il se situe, et présente ledit projet. Il explique qu’en application de l’article L.103-6 du code de l’urbanisme doit être tiré le bilan de la concertation dont a fait l’objet l’élaboration du projet de PLU et, qu’en application de l’article L.153-14 dudit code, ledit document doit être "arrêté" par délibération du conseil municipal et communiqué aux personnes mentionnées L.132-7 et L.132-9 du code de l’urbanisme en vue de l’organisation d’une réunion d’examen conjoint.

Le Conseil Municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

Vu le Code de l’Urbanisme, et notamment les articles L.153-32, L.153-34, R.153-20 à R.153-21 ;

Vu le plan local d’urbanisme approuvé par délibération en date du 25 février 2019, modifié le 25 février 2021 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 3 juin 2021 prescrivant la mise en révision allégée du PLU et fixant les modalités de la concertation,

Vu la décision de la Mission Régionale d’Evaluation Environnementale (MRAE) du 1^{er} octobre 2021 portant dispense de réalisation d’une évaluation environnementale à l’issue d’un examen au cas par cas ;

Vu le projet de Révision allégée du PLU pour l’opération « bassin de rétention – Quartier de Jean Gilles »,

Vu le bilan de la concertation,

Considérant que les modalités de concertation prévues dans la délibération prescrivant la révision à modalités allégées du PLU ont été intégralement mises en œuvre et ont permis un large accès de la population au dossier,

Considérant que ce projet est prêt à être présenté aux personnes publiques associées au cours d’une réunion d’examen conjoint,

Après avoir entendu l’exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré, à l’unanimité des présents, le conseil municipal :

DECIDE

ARTICLE 1 : D’approuver le bilan de la concertation présenté par M. le Maire, tel qu’il est annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 : D’arrêter le projet de révision à modalités allégées du plan local d’urbanisme, tel qu’il est annexé à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le projet de révision arrêté fera l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : La présente délibération sera notifiée :

- au Préfet,
- au Président du Conseil Régional,
- au Président du Conseil Départemental,
- au représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie,
- au représentant de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat,
- au représentant de la Chambre d'Agriculture,
- au Président du SYSDAU,
- au Président de la Communauté de Communes de Montesquieu, l'autorité organisatrice de la mobilité,
- au Président de la Communauté de Communes de Montesquieu, compétente en matière de Programme Local de l'Habitat,

ARTICLE 5 : Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée durant un mois en mairie. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal d'annonces légales diffusé dans le département.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après envoi en
Préfecture de la Gironde
le :

Et publication ou notification
Du :

Fait et délibéré à MARTILLAC

Les jours, mois et an ci-dessus.

Le Maire,

Dominique CLAVERIE

